



Banque Duo du Canada
Divulgations du 3^e pilier de Bâle III
En date du 31 mars 2022

TABLE DES MATIÈRES

APERÇU DU DOCUMENT	3
ENTITÉ DE LA DÉCLARATION	3
GESTION DES RISQUES FINANCIERS	3
Cadre de travail pour la gestion des risques	3
Risque de crédit	4
Risque de marché	5
Risque lié aux actions	5
Risque de taux d'intérêt	5
Risque de liquidité	5
Risques opérationnels	6
GESTION DES CAPITAUX.....	6
Situation du capital réglementaire	7
ANNEXE A.....	8
Communication d'informations communes Bâle III	8
ANNEXE B : RISQUE DE CRÉDIT	10
Déclarations générales et quantitatives	10
Allocation pour pertes sur créance	11
Déclarations au sujet des portefeuilles en vertu de l'approche normalisée	13
Déclarations au sujet des portefeuilles en vertu de l'approche de notation interne (NI)	13
Limitation des risques de crédit	13
Déclarations générales au sujet de l'exposition au risque de crédit des contreparties	13
Titrification : déclarations au sujet de l'approche normalisée	14
ANNEXE C : RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT	16

APERÇU DU DOCUMENT

Ce document contient les divulgations au titre du 3^e pilier de Bâle III de La Banque Duo du Canada (la « Banque ») en date du 31 mars 2022, conformément aux exigences en matière de divulgation du 3^e pilier du Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »). Ce rapport n'a pas fait l'objet d'une vérification et les valeurs sont exprimées en millions de dollars canadiens, à moins qu'il soit précisé autrement.

ENTITÉ DE LA DÉCLARATION

La Banque est une banque à charte canadienne de l'Annexe I, en vertu de la *Loi sur les banques* et une filiale détenue entièrement par Duo Financial Corporation (la « société mère »). La Banque a reçu une autorisation d'entrer sur le marché et d'exercer ses activités commerciales le 1^{er} juin 2010; elle a lancé la carte de Récompenses MasterCard en juin 2010.

En septembre 2019, la Banque a lancé un programme de courtiers CGP. Ces derniers sont admissibles à l'assurance-dépôt de la Société d'assurance-dépôt du Canada.

Le 4 janvier 2021, la Banque a parachevé l'acquisition de l'intégralité des actions en circulation de la société Fairstone Financial Holdings Inc (« Fairstone »), un fournisseur non bancaire canadien de solutions de prêts responsables, disposant d'un réseau de succursales et de partenaires dans le domaine de la vente au détail et de l'automobile. Le BSIF a approuvé la transaction en octobre 2021.

Les offres de service de la Banque touchent deux secteurs d'activité, soit le prêt direct et le prêt indirect. Le domaine du prêt direct offre aux clients de quasi premier ordre des prêts personnels non garantis, des prêts personnels garantis, des hypothèques et des produits accessoires facultatifs, comme une assurance créance aux consommateurs en ligne ainsi que dans plus de 240 succursales d'un océan à l'autre. Le secteur d'activité du prêt indirect recouvre actuellement les opérations concernant les cartes de crédit, les programmes de récompense ainsi que des services de protection connexes, le financement au point de vente par le truchement de marchands, de même que le financement automobile par l'intermédiaire de concessionnaires.

La Banque n'est pas considérée comme une banque d'importance systémique intérieure (BISI) par le BSIF.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

La Banque est exposée aux risques de crédit, aux risques de taux d'intérêt et aux risques de liquidités de par son utilisation d'instruments financiers. La Banque n'a pas de portefeuille de transactions alors elle est dans l'ensemble faiblement exposée au risque du marché.

Aperçu de la gestion des risques

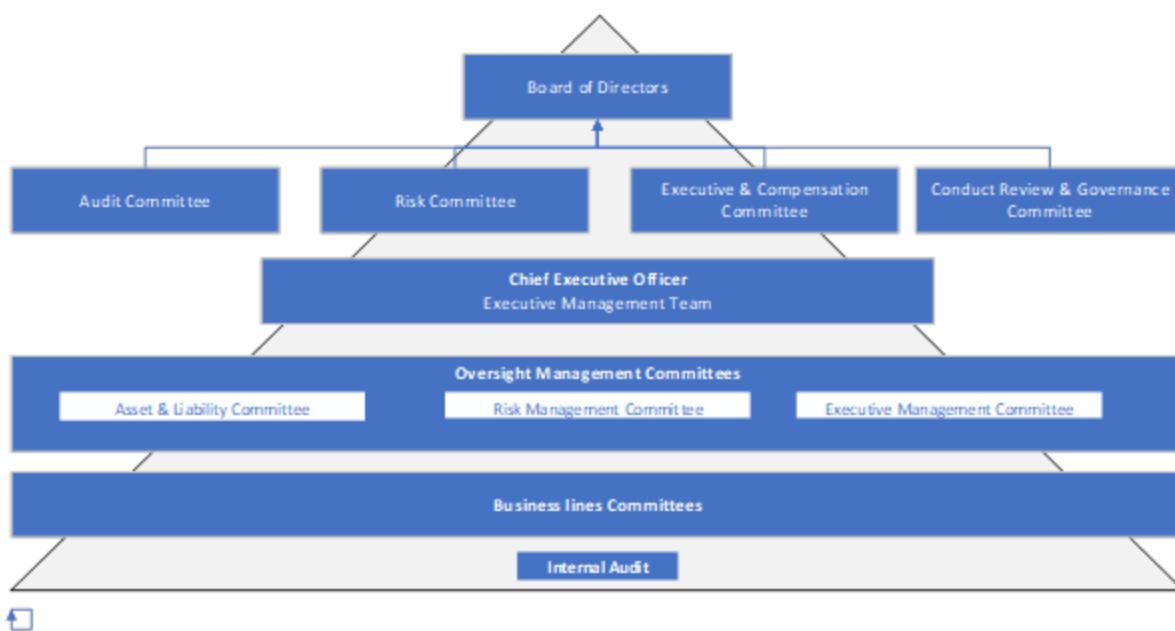
Le Cadre de gestion du risque de l'entreprise (le « Cadre » ou « CGRE ») décrit l'approche de la Banque à l'égard de la gestion du risque en mettant de l'avant un aperçu des principes, des exigences, des programmes et des responsabilités qui renforcent les valeurs de l'organisation et son engagement à intégrer de solides principes en matière de gestion du risque à son processus de planification stratégique et à ses opérations commerciales.

Le CGRE renforce la culture en matière de risque de même que l'environnement de risque de la Banque et favorise une compréhension commune, parmi les parties prenantes, de la façon dont la Banque gère le risque dans chacun des domaines suivants :

- Culture de risque,
- Inventaire des risques,
- Propension au risque;
- Gouvernance et organisation,
- Objectifs des programmes.

Gouvernance du risque

La gouvernance au chapitre de la gestion du risque est incarnée au sein de la Société par son Conseil d'administration, les comités du Conseil, les comités de direction et la haute direction. Chacune de ces entités joue un rôle à l'égard des « trois lignes de défense » de la Société.



Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière pour la Banque, si un client ou une contrepartie manque à ses obligations contractuelles d'un instrument financier. Le risque de crédit pour la Banque provient principalement des prêts à la consommation accordés par celle-ci aux clients.

Le Conseil est responsable de la surveillance de la gestion du risque de crédit. Le comité de gestion du risque (« CGR »), sous la surveillance du Conseil, contrôle et approuve le programme de gestion du risque de crédit. Le CGR appuie le chef de la gestion des risques et le Service de crédit dans les activités suivantes :

- Le développement et la mise en place de directives et procédures saines et prudentes pour gérer et contrôler efficacement le risque de crédit. Les directives comprennent les critères

d'évaluation du risque, la cotation du risque et sa déclaration, la documentation et la conformité aux exigences légales, réglementaires ou législatives.

- Le développement et la mise en place de processus efficaces d'octroi de crédit, de gestion des comptes et de recouvrement. Les processus incluent la gestion des approbations, la diversification des limites de crédit, l'évaluation du risque de crédit, l'évaluation des demandes de crédit, l'identification et la gestion des fraudes et les annulations.
- Le développement et la mise en place de procédures complètes pour surveiller et contrôler efficacement la nature, les caractéristiques et la qualité du portefeuille de crédit. Cela inclut les rapports, le contrôle des caractéristiques du portefeuille, les vérifications de concentration, le contrôle de la cotation du risque et les processus de vérification de crédit.

Les informations détaillées au sujet du risque de crédit se trouvent à l'annexe B.

Risque de marché

Par risque de marché, on entend le risque découlant de notre exposition à une augmentation ou à une réduction de la valeur de nos instruments financiers du fait d'une modification des prix du marché. La Banque n'a pas de portefeuille de transactions et est dans l'ensemble faiblement exposée au risque de marché.

Risque lié aux actions

Par risque lié aux actions, on entend le risque découlant de la détention d'actions dans un investissement en particulier. La Banque a une faible exposition au risque lié aux actions puisqu'elle ne détient aucun portefeuille d'intérêts substantiels.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend d'un risque de perte découlant de la modification des taux d'intérêt ou de leur volatilité. La Banque est exposée au risque de taux d'intérêt du fait de son financement par emprunt à taux variable et de la réévaluation des financements futurs. Le Comité sur les actifs et les passifs (« CAP ») porte attention à cette disparité par rapport aux prêts aux consommateurs à taux fixe de la Banque, ainsi qu'aux variations des taux d'intérêt au Canada, et rend compte au Conseil d'administration. La gestion du risque des taux d'intérêt par rapport aux limites d'écart des taux d'intérêt est complétée par les activités de suivi de la sensibilité des capitaux financiers de la Banque et les responsabilités financières afin d'évaluer les changements des taux. Les informations détaillées au sujet du risque de taux d'intérêt se trouvent à l'annexe C.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est celui pour la Banque de ne pouvoir respecter ses engagements et ses obligations lorsqu'elle devra y faire face ou la possibilité de pertes significatives au moment de respecter ses obligations. La Banque gère son exposition aux liquidités à court terme et à long terme en s'assurant d'avoir une gouvernance adéquate, des directives et des procédures sont en place pour

gérer l'argent, de façon quotidienne, hebdomadaire et mensuelle. La planification à long terme et les outils de prévision sont utilisés pour surveiller les besoins des fonds à long terme. Le CGAP surveille les besoins à court et à long terme. Un plan de contingence de liquidités est aussi en place pour assurer que les besoins en fonds sont couverts durant une crise.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel est le risque de pertes résultant de processus internes, de systèmes, de facteurs humains inadéquats ou inefficaces ou d'événements externes. La Banque gère son exposition au risque opérationnel par la mise en place de méthodes d'évaluation, incluant des auto-évaluations face au risque opérationnel et par un suivi des pertes. La Banque utilise l'approche indicateur de base pour mesurer le risque opérationnel.

GESTION DES CAPITAUX

La Politique en matière de gestion des capitaux de la Banque exige de la direction qu'elle soumette au Conseil d'administration, pour fins d'approbation, un plan d'affaires sur trois ans et un plan relatif au capital, et ce, annuellement. Ces plans décrivent les besoins en matière de capital de la Banque, les niveaux de capital cibles ainsi que les sources de capital additionnel requis, après avoir tenu compte de la croissance prévue, des facteurs économiques et du caractère adéquat des capitaux par rapport aux risques importants. Le programme de simulation de crise de la Banque cadre étroitement avec la planification des capitaux. Les tests de tension servent à évaluer le montant approprié de capital qu'il convient de maintenir et d'injecter, le cas échéant, afin de veiller à ce que la Banque dispose de capitaux suffisants pour résister aux tensions normalisées et définies par la direction.

La Banque s'assure de disposer de capitaux suffisants pour :

- Aller au-delà des exigences réglementaires;
- Appuyer la propension au risque de la Banque;
- Permettre une poursuite de la croissance;
- Absorber les pertes imprévues;
- Demeurer au-delà des seuils réglementaires minimums dans l'éventualité d'un événement de crise potentiel.

La structure de capital de la Banque se compose des éléments suivants, qui se combinent pour constituer le capital-actions ordinaire catégorie I brut de la Banque :

- Actions ordinaires;
- Surplus d'apport;
- Bénéfices non répartis;
- Cumul des autres éléments du résultat étendu.

La Banque est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale ou facteur d'équivalence, pour considération illimitée. Elles sont préférées aux actions ordinaires. Il n'y avait pas d'action privilégiée en circulation en date du 31 mars 2022.

La Banque est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale ou facteur d'équivalence, pour considération illimitée. En date du 31 mars 2022, la Banque avait 1 636 478 603 actions émises et en circulation.

Situation du capital réglementaire

La Banque calcule son capital réglementaire selon les méthodologies suivantes :

La Banque gère son risque de crédit en utilisant l'approche standardisée et ses risques d'exploitation sont contrôlés en utilisant l'approche par indicateur de base.

Le capital réglementaire de la Banque consiste en capitaux de catégorie 1 et de catégorie 2. Les capitaux de catégorie 1 incluent le capital social, les bénéfices non répartis et les autres éléments du résultat étendu. Les capitaux de catégorie 2 incluent les montants approuvés par le BSFI IFRS 9 de la Banque, jusqu'à concurrence de 1,25 % des actifs pondérés en fonction du risque de crédit.

La Banque s'est conformée à toutes les exigences internes et externes de capital imposé tout au long de l'année. La direction utilise des ratios de fonds propres réglementaires afin de surveiller son capital de base. Ces ratios de fonds demeurent des normes internationales pour mesurer la suffisance du capital. Les politiques de la Banque en ce qui a trait à la gestion du capital sont évaluées régulièrement par le Conseil.

Les opérations bancaires sont catégorisées comme appartenant soit au portefeuille de transactions ou au portefeuille d'investissement, et les fonds propres pondérés en fonction des risques sont déterminés en fonction d'exigences précises qui cherchent à refléter les niveaux variables du risque liés aux actifs et l'exposition aux risques non reconnus dans l'état de la situation financière.

La situation du capital réglementaire de la Banque selon Bâle III, en date du 31 mars 2022, est détaillée dans l'annexe A.

ANNEXE A

COMMUNICATION D'INFORMATIONS COMMUNES BÂLE III En date du 31 mars 2022

CALCULS DU RNFPB		
1	Capital d'actions ordinaires émises directement (et équivalent pour les compagnies qui ne sont pas des sociétés par actions) plus les surplus d'actions	1 583 756
2	Bénéfices non répartis	256 815
3	Cumul des autres éléments du résultat étendu (et autres réserves)	22 362
6	Capital-actions ordinaire catégorie 1, capital avant les ajustements réglementaires	1 862 933
28	Total des ajustements réglementaires apportés au capital-actions ordinaire catégorie 1	(782 598)
29	Capital-actions ordinaire catégorie 1 (CET1)	1 080 335
29a	Capital-actions ordinaire catégorie 1 (CET1) avec des dispositions transitoires pour les pertes sur créances attendues (« ECL ») non appliquées.	1 080 335
45	Capital catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1)	1 080 335
45a	Capital catégorie 1 (T1 = CET1 + AT1) avec des dispositions transitoires pour les pertes sur créances attendues (« ECL ») non appliquées.	1 080 335
51	Capital catégorie 2 supplémentaire avant les ajustements réglementaires	45 760
57	Total des ajustements réglementaires apportés au capital catégorie 2	0
58	Capital catégorie 2 (T2)	45 760
59	Capital total (TC = T1 + T2)	1 126 095
59a	Capital total 1 (T1 = T1 + T2) avec des dispositions transitoires pour les pertes sur créances attendues (« ECL ») non appliquées.	1 126 095
60	Total des fonds à risques pondérés	5 431 888
61	Actions ordinaires catégorie 1 (comme pourcentage de fonds à risques pondérés)	19,89
62	Catégorie 1 (comme pourcentage de fonds à risques pondérés)	19,89
63	Capital total (comme pourcentage de fonds à risques pondérés)	20,73
61a	Actions ordinaires catégorie 1 (comme pourcentage de fonds à risques pondérés) avec des dispositions transitoires pour les pertes sur créances attendues (« ECL ») non appliquées .	19,89
62a	Catégorie 1 (comme pourcentage de fonds à risques pondérés) avec des dispositions transitoires pour les pertes sur créances attendues (« ECL ») non appliquées	19,89
63a	Capital total (comme pourcentage de fonds à risques pondérés) avec des dispositions transitoires pour les pertes sur créances attendues (« ECL ») non appliquées.	20,73
69	Valeur réelle du ratio cible du capital-actions ordinaire catégorie 1	7,0
70	Valeur réelle du ratio cible du capital catégorie 1	8,5
71	Valeur réelle du ratio cible du capital total	10,5

CADRE DE RATIO DE LEVIER		
Expositions au bilan		
1	Éléments du bilan (excluant les dérivés, les cessions temporaires de titres et les expositions de titrisation de droits acquis mais incluant le collatéral)	5 445 949
4	(Montants des actifs déduits en déterminant le capital réel Bâle III, catégorie 1)	(782 598)
5	Total des risques au bilan (excluant les dérivés et les cessions temporaires de titres)	4 663 351
Exposition aux produits dérivés		
6	Valeur de remplacement associée à toutes les transactions sur produits dérivés (ex. : la valeur nette de la marge de variation admissible sur l'argent)	32 605
7	Montants supplémentaires pour les expositions futures potentielles associés avec les transactions dérivées	6 870
11	Total des expositions aux produits dérivés	39 475
Autres risques hors bilan		
17	Risques hors bilan à un montant notionnel brut	6 025 892
18	(Ajustements pour conversion en montants de crédit équivalents)	(5 423 303)
19	Éléments hors bilan	602 589
Capital et total des expositions		
20	Fonds propres de catégorie 1	1 080 335
20a	Catégorie 1 (CET1) avec des dispositions transitoires pour les pertes sur créances attendues (« ECL ») non appliquées	1 080 335
21	Total des expositions	5 305 415
Ratios de levier		
22	Ratio de levier de Bâle III	20,36 %
22a	Ratio de levier de Bâle III avec des dispositions transitoires pour les pertes sur créances attendues (« ECL ») non appliquées.	20,36 %

ANNEXE B : RISQUE DE CRÉDIT

DÉCLARATIONS GÉNÉRALES ET QUANTITATIVES

Les informations suivantes fournissent une analyse quantitative de l'ensemble du portefeuille de prêts à la consommation de la Banque par solde de compte, limite de crédit, défaillance et secteur géographique.

Soldes des postes	Créances	% des créances
Solde créditeur	(19 288) \$	-0,4 %
Moins que ou égal à 500,00 \$	69 655 \$	1,6 %
500,01 \$ - 1 000,00 \$	115 107 \$	2,6 %
1 000,01 \$ - 3 000,00 \$	502 904 \$	11,2 %
3 000,01 \$ - 5 000,00 \$	439 568 \$	9,8 %
5 000,01 \$ - 10 000,00 \$	1 097 277 \$	24,5 %
Supérieur à 10 000,00 \$	2 278 793 \$	50,8 %
Total¹	4 484 015 \$	100 %

Remarque 1 : comme l'indique le rapport de la soumission réglementaire BH

Jours de retard	Créances impayées	% des créances
Courant ¹	4 137 505 \$	92,3 %
1 à 29 jours	195 310 \$	4,4 %
30 à 59 jours	38 249 \$	0,9 %
60 à 89 jours	28 428 \$	0,6 %
90 à 119 jours	23 833 \$	0,5 %
120 à 159 jours	21 225 \$	0,5 %
160 à 179 jours	39 465 \$	0,9 %
Total²	4 484 015 \$	100,0 %

Remarque 1 : la catégorie Courant comprend les soldes à zéro et les soldes créditeurs

Remarque 2 : comme l'indique le rapport de la soumission réglementaire BH

Par province	Créances impayées	% des créances
Alberta	665 929 \$	14,9 %
Colombie-Britannique	437 250 \$	9,8 %
Manitoba	228 131 \$	5,1 %
Nouveau-Brunswick	187 948 \$	4,2 %
Terre-Neuve-et-Labrador	211 460 \$	4,7 %
Territoires du Nord-Ouest	7 028 \$	0,2 %
Nouvelle-Écosse	185 813 \$	4,1 %
Nunavut	334 \$	0,0 %
Ontario	1 599 931 \$	35,7 %
Île-du-Prince-Édouard	26 261 \$	0,6 %
Québec	749 660 \$	16,7 %
Saskatchewan	174 695 \$	3,9 %
Territoire du Yukon	9 488 \$	0,2 %
É.-U.	88 \$	0,0 %
Autre	0 \$	0,0 %
Total¹	4 484 015 \$	100 0 %

Remarque 1 : comme l'indique le rapport de la soumission réglementaire BH

ALLOCATION POUR PERTES SUR CRÉANCE

La provision pour pertes sur cartes de crédit est établie au moyen du modèle de pertes sur créances attendues (« ECL ») conformément à la norme IFRS 9. Les allocations selon l'ECL rendent compte d'un montant impartial et pondéré en facteur des probabilités qui est déterminé en évaluant une multitude de résultats possibles, en tenant compte de la valeur temporelle de l'argent de même que de renseignements raisonnables et pouvant être confirmés concernant les événements antérieurs et les conditions qui prévalent actuellement en ce qui concerne les conditions économiques futures. La provision cumulative pour pertes sur créances est maintenue à un niveau que la direction estime approprié pour couvrir les pertes sur créances estimatives désignées dans le portefeuille des prêts à la consommation. Le modèle ECL nécessite un jugement considérable, y compris l'utilisation de prévisions macroéconomiques dans plusieurs des scénarios de croissance.

Les prêts sont considérés comme douteux lorsqu'il y a des preuves objectives que la qualité du crédit se détériore au point qu'il n'y a plus d'assurance raisonnable de percevoir un jour le montant total du capital et des intérêts. Les prêts sont radiés selon le type de produit, conformément à ce que prévoit le tableau qui suit :

Produit de prêt	Politique en matière de radiation
-----------------	-----------------------------------

Prêts sur cartes de crédit	Les soldes des cartes de crédit sont radiés à la date du cycle du compte, lorsqu'un paiement est en retard de plus de 180 jours, inclusivement.
Prêts personnels non garantis	Les prêts personnels non garantis sont radiés lorsque les paiements sont en retard, par rapport à ce que prévoit le contrat, de 180 jours ainsi que si aucun paiement n'a été effectué au cours des six derniers mois, mais en aucun cas ces prêts peuvent-ils accuser un retard de plus de 360 jours par rapport à ce que prévoit le contrat. Les prêts personnels non garantis visés par une faillite sont radiés au cours du mois suivant l'avis de faillite.
Prêts personnels garantis	Les prêts personnels garantis de même que les prêts hypothécaires qui sont en processus de forclusion (processus qui débute généralement lorsque les paiements sont en retard de 60 jours par rapport à ce que prévoit le contrat) sont radiés à la valeur estimée du bien, dont est soustrait le montant des frais de vente. Les prêts personnels garantis ainsi que les prêts hypothécaires qui ne sont pas visés par un processus de forclusion, incluant les prêts visés par une faillite, sont radiés à celle des deux échéances qui suivent, étant entendu qu'en aucun cas ces prêts peuvent-ils accuser un retard de plus de 360 jours par rapport à ce que prévoit le contrat : retard de six mois par rapport à ce que prévoit le contrat et aucun paiement prévu au contrat pendant une période de six mois.
Prêts au point de vente	Les prêts au point de vente sont radiés lorsque le compte est en retard par rapport à ce que prévoit le contrat de 180 jours. Les prêts de cette nature visés par une faillite sont radiés dans le mois suivant l'avis de faillite.
Prêts de financement automobile	Les prêts de financement automobile sont évalués dans une perspective de repossession lorsqu'ils accusent un retard par rapport à ce que prévoit le contrat de 60 jours. En cas de repossession, les pertes prévues sont comptabilisées à ce moment, en estimant la valeur du véhicule, et en soustrayant les coûts de vente estimés. Les prêts de financement automobile sont radiés lorsque le compte est en retard de 180 jours par rapport à ce que prévoit le contrat.

Le tableau suivant présente les changements apportés à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre terminé le 31 mars 2022 :

Provision pour pertes sur créances, au début du trimestre	358 170\$
Provision pour pertes sur créances	56 905 \$
Recouvrements	13 541 \$
Radiations	(73 501 \$)
Provision pour pertes sur créances, à la fin du trimestre¹	355 115 \$

Remarque 1 : comme l'indique le rapport de la soumission réglementaire C3

DÉCLARATIONS AU SUJET DES PORTEFEUILLES EN VERTU DE L'APPROCHE NORMALISÉE

La Banque investit dans des valeurs émises par le gouvernement, des dépôts à terme et des placements temporaires d'institutions financières réglementée (voir les détails au tableau Déclarations générales au sujet de l'exposition au risque de crédit des contreparties ci-après).

DÉCLARATIONS AU SUJET DES PORTEFEUILLES EN VERTU DE L'APPROCHE DE NOTATION INTERNE (NI)

La Banque gère le risque de crédit en utilisant l'approche normalisée. Par conséquent, la Banque n'a aucun portefeuille en vertu de l'approche de notation interne (NI).

LIMITATION DES RISQUES DE CRÉDIT

La Banque investit dans des valeurs émises ou garanties par le gouvernement, des dépôts à terme d'institutions financières. Les créances de la Banque sont composées de créances de cartes de crédit, de prêts personnels non garantis, de prêts personnels garantis, de prêts au point de vente, d'hypothèques immobilières et de prêts de financement automobile. La majeure partie du portefeuille de prêts n'est pas garantie et l'intégralité du portefeuille n'est pas garantie. Par contre, sur la base des contrôles précisés dans la section risque de crédit du premier document, la Banque est active dans l'atténuation du risque de crédit.

DÉCLARATIONS GÉNÉRALES AU SUJET DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT DES CONTREPARTIES

La Banque est très peu exposée aux risques de contrepartie liés aux garants financiers, banques d'investissement ou contreparties sur produits dérivés. La Banque n'investit pas à des fins spéculatives et ne réalise pas d'opérations sur instruments dérivés à cette fin.

La Banque utilise des instruments financiers dérivés sous forme de swaps de taux d'intérêt entre devises et de swaps de taux d'intérêt afin d'atténuer son exposition actuelle et prévue aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change. La durée des instruments dérivés coïncide avec celle des contrats sous-jacents pour lesquels le risque fait l'objet de mesures d'atténuation.

Exposition au risque de crédit des contreparties

	Montant	Pondération du risque
Dépôts dans des institutions financières réglementées	264 803 \$	20 %
Instruments dérivés	39 475 \$	20 %
Valeurs émises ou garanties par le gouvernement	0 \$	0 %
Total	304 277 \$	

TITRISATION : DÉCLARATIONS AU SUJET DE L'APPROCHE NORMALISÉE

La Banque a recours à la titrisation dans le cadre de sa stratégie de financement diversifié et aux fins de rentabilité des capitaux.

En mars 2017, Fairstone a créé FFIT I afin d'émettre des billets garantis par des blocs de prêts personnels garantis et non garantis, ainsi que des comptes au point de vente et FFIT II afin d'émettre des billets garantis par des blocs de créances hypothécaires.

En mars 2021, les billets de la série 2019-1 FFIT-I ont été rachetés à l'échéance de la période renouvelable et refinancées avec la capacité existante des billets de la série 2019-2 FFIT-I. Les billets des séries 2017-1 et 2019-1 FFIT II ont été rachetés en janvier et novembre 2021, respectivement, pour leur encours, tandis que les actifs sous-jacents ont été rétrocédés et rachetés par Fairstone. À la fin de 2021, ne subsistait aucun billet amortissable en circulation pour FFIT II, tandis que le solde renouvelable des billets de la série 2017-2 était nul.

En avril 2019, la Banque a établi l'entité Canvas Cards Trust (« CCT ») et émis des billets à taux variable de la « série 2019-1 », qui contenaient des dispositions permettant à l'encours de se renouveler pendant une période déterminée. Durant cette période, le recouvrement mensuel des créances sur cartes de crédit sert à rembourser les billets et tout recouvrement excédentaire permet de financer d'autres prêts sur carte de crédit consentis aux clients. Au terme de la période renouvelable, les billets à taux variable commencent à s'amortir.

Pour des motifs juridiques, la Banque a vendu des intérêts en copropriété de prêts qui sont hors d'atteinte des créanciers de celle-ci. Toutefois, comme la Banque conserve une exposition à tous les risques et les récompenses substantiels des intérêts en copropriété transférés dans les prêts et continue de contrôler les entités structurées, aux fins d'information financière, la Banque ne décomptabilise pas les intérêts transférés dans les prêts et consolide CCT, FFIT I et FFIT II. Les intérêts tritisés dans les prêts demeurent dans les états financiers consolidés de la Banque et sont soumis à une évaluation continue au coût amorti et à une évaluation pour dépréciation. De plus, dans le cadre de la consolidation des entités structurées, les billets émis par ces dernières sont compris dans le passif des états financiers consolidés de la Banque et comptabilisés au coût amorti.

Pour des raisons liées au capital réglementaire, les prêts sont considérés comme une partie de l'actif pondéré en fonction des risques, lesquels ne sont pas traités différemment que s'ils n'avaient pas été tritisés.

Au 31 mars 2022, le tableau suivant détermine la valeur comptable et la valeur juste des intérêts en copropriété de la Banque transférés dans des prêts et les billets émis par CCT, FFIT I et FFIT II :

	2022	
	Valeur comptable	Juste valeur
Prêts sur cartes de crédit transférés	3 238 367	3 238 367
Passifs des billets associés	1 793 954	1 793 954

Les investisseurs dans les billets sont des parties externes qui ne sont pas liés à la Banque. Les billets émis ont les conditions suivantes et la valeur comptable au 31 mars 2022.

Billets en cours d'émission	Date d'émission	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal	31 mars 2022
Billets de premier rang				
CCT Série 2019-1	Avril 2019	Avril 2024	Variable	50 000
FFIT I Série 2020-1	Octobre 2020	Octobre 2039	3,24 %	351 110
FFIT I Série 2019-2	Octobre 2019	Novembre 2035	Variable	1 396 500
Coûts d'émission non amortis				(8 414)
Ajustements du prix d'achat				4 758
				1 793 954

ANNEXE C : RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

La politique du comité de gestion de l'actif et du passif supervise et évalue l'incidence d'un décalage parallèle de 200 pb, à la hausse ou à la baisse, des taux d'intérêt :

- Prévisions du revenu net d'intérêts (RNI) au cours des 12 prochains mois
- Valeur économique nette (VÉN)

Les incidences ont une relation quasi linéaire sur la variation du point de base. Par conséquent, une variation de 100 pb aurait une incidence sur le BNAI et sur la VÉN à la moitié moins qu'une variation de 200 pb.

Les limites de l'impact du taux d'intérêt sont fixées à 20 % pour le BNAI et à 12 % pour la VÉN. Les résultats en date du 31 mars 2022 sont les suivants :

	Limite	Répercussions
Revenu net d'intérêts	20 %	-2 %
Valeur économique nette	12 %	-1 %